

## Grand âge et Covid-19: Edouard Philippe prend le pouls des professionnels

---

Article 17/04/2020

*Le premier ministre, Edouard Philippe, accompagné du ministre des solidarités et de la santé, Olivier Véran, a échangé avec les fédérations médico-sociales pendant "deux heures", afin d'évoquer tous les sujets liés à l'épidémie de Covid-19 dans les Ehpad et au domicile.*

Comme Gerontonews vous l'expliquait début mars, toutes les semaines depuis le début de l'épidémie, la direction générale de la cohésion sociale (DGCS) organise [une réunion avec les fédérations médico-sociales](#).

Le 15 avril dans l'après-midi, les fédérations ont eu pour l'occasion deux invités. Le premier ministre, Edouard Philippe, accompagné du ministre des solidarités et de la santé, Olivier Véran, se sont joints aux échanges, comme l'ont indiqué le 16 avril à Gerontonews et [APMnews](#) (site du groupe d'information APM International, dont fait partie Gerontonews), plusieurs fédérations.

"Le premier ministre a pris conscience que la crise se déplace; elle est encore sanitaire, mais elle se déplace vers les soins de suite, le domicile et les Ehpad", a commenté Antoine Perrin, délégué général de la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés non lucratifs (Fehap), qui s'est réjoui que le gouvernement soit ainsi "à l'écoute".

"La vertu de cette réunion est d'avoir pu réunir pendant plus de deux heures le premier ministre et le ministre de la santé avec les fédérations -c'est une première dans ma vie de déléguée générale-, et qu'ils aient pu les écouter dire, souvent, les mêmes choses. Edouard Philippe nous a d'ailleurs assuré que cette réunion avait été encore plus utile pour lui que pour nous", a souligné pour sa part Florence Arnaiz-Maumé, déléguée générale du Syndicat national des établissements et résidences privés pour personnes âgées (Synerpa).

"Ces échanges suscitent des espoirs", a relevé **Didier Sapy, directeur général de la Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées (Fnaqpa)**. "Après, si c'est bien de nous écouter, ce sera encore mieux de nous entendre."

Marc Bourquin, conseiller stratégique de la Fédération hospitalière de France (FHF) a rapporté qu'"il y a maintenant une mobilisation très forte sur la question des Ehpad -ce qui n'a pas été le cas au début, il faut être honnête".

Antoine Perrin a estimé, lui, qu'"on est dans la transparence. Il y a des mauvaises nouvelles, mais tout est dit, y compris ce qui ne va pas, y compris l'approvisionnement en masques. Ils ont expliqué que maintenant, la France importait 60 millions de masques par semaine, et en fabriquait 8 à 9 millions".

"Edouard Philippe a [par ailleurs] signalé que dans 45% des Ehpad, il y avait au moins un cas de Covid-19, sans avoir de chiffre sur le domicile pour le moment", a ajouté le délégué général de la Fehap.

### Des "TGV de 'ressources humaines'"

Tests, équipements, prime... même si toutes les réponses n'ont pas été données, tous les sujets ont pu être abordés, ont rapporté les fédérations. Et même [le projet de loi grand âge et autonomie](#). "La loi grand âge a bien été confirmée, le tout étant de savoir quand le Parlement pourrait reprendre ses travaux", a souligné Antoine Perrin.

"La première chose positive, c'est que le premier ministre a réaffirmé la nécessité et son engagement sur un plan grand âge. Incontestablement il y avait une hésitation avant la crise, et maintenant, il n'y aura plus d'hésitation", a insisté Marc Bourquin.

Concernant [les tests de dépistage](#), le gouvernement a signalé être à "20.000 tests par jour", et indiqué "qu'on allait monter très vite à 50.000 tests par jour -dès aujourd'hui [16 avril], a laissé penser le ministre de la santé", a précisé Antoine Perrin, ajoutant que les représentants du gouvernement avaient aussi indiqué que les Ehpad étaient "priorisés".

Pour autant, la doctrine sur l'utilisation des tests n'a pas été amendée, [au grand dam de Florence Arnaiz-Maumé](#), qui espérait "des annonces".

"C'est mon grand regret. Olivier Véran a dit néanmoins qu'il entendait nos demandes et qu'il allait regarder à nouveau ce point", a-t-elle mentionné, se réjouissant par ailleurs que deux agences régionales de santé (ARS), Occitanie et Provence-Alpes-Cote-d'Azur, aient "décidé de tester 100% des résidents et 100% des salariés".

"Il faut que le dépistage soit réellement massif car il conditionne l'organisation du travail. C'est fondamental. C'est une question de vie ou de mort pour les établissements", a martelé **Didier Sapy**.

"En matière de tests, comme sur d'autres sujets d'ailleurs, nous avons demandé que le pilotage ministériel soit réaffirmé", a insisté Annabelle Vêques, directrice de la Fédération nationale des directeurs d'établissements et services pour personnes âgées (Fnadepa). Car "sur le terrain, il y a encore trop de disparités", a-t-elle pointé, soulignant les "différences d'appréciation entre agences régionales de santé [ARS]" en matière de dépistage.

Le secrétaire général de l'Union nationale de l'aide à domicile en milieu rural (ADMR), Thierry d'Aboville, a de son côté fait remarquer que les salariés du domicile travaillent eux aussi "sans savoir s'ils sont asymptomatiques", exerçant également "auprès de personnes fragiles, même si elles ne sont pas confinées comme dans un Ehpad". Ils sont "inquiets de leur transmettre la maladie, et certains bénéficiaires ont aussi cette crainte. Il nous semble donc important que nos salariés soient également dans les publics prioritaires pour les tests", a-t-il jugé.

A ce sujet, une véritable inquiétude a été évoquée: "Quand on saura qu'un professionnel est positif alors qu'il est asymptomatique, qu'est-ce qu'on fait? Il y a des questions de responsabilité vis-à-vis de lui, et pénales. Il faut le mettre en arrêt? Pour combien de temps? Et pendant ce temps-là, avec quels professionnels travailler?", a résumé Antoine Perrin, reprenant là des questions soulevées par toutes les fédérations.

"J'ai proposé, à l'image des TGV sanitaires pour déplacer des malades vers d'autres régions, qu'il y ait des TGV de 'ressources humaines', qui aillent vers des Ehpad dans lesquels il y a aujourd'hui des problèmes [d'effectifs] dramatiques. La réserve sanitaire... est sanitaire, elle ne concerne pas le personnel d'accompagnement. Il faut absolument qu'un effort soit fait, et le premier ministre l'a bien entendu", a-t-il complété.

### [Quelle réouverture des établissements aux familles?](#)

Concernant la prime pour les professionnels du secteur, annoncée le 15 avril par le gouvernement, [les fédérations sont satisfaites, mais certaines très circonspectes](#), et réclament un traitement à pied d'égalité avec l'hôpital, comme vous l'expliquait hier, 16 avril, Gerontonews.

Le délicat sujet de la réouverture progressive des établissements aux familles, à la [demande pressante des fédérations](#), a également été abordé.

"Le premier ministre a insisté sur le prolongement du confinement, mais il va falloir en aménager les modalités puisque des personnes âgées isolées de leur famille dépriment et tombent dans des syndromes de glissement. Il ne faudrait pas rajouter une crise psychologique, une crise sociale, à la crise épidémique. De façon encadrée [...], il faut rétablir des contacts avec les familles et ne pas attendre la fin de vie", a récapitulé Antoine Perrin.

"On parle beaucoup de renforts humains de l'extérieur pour les établissements mais, ce sur quoi nous avons insisté, c'est que les premiers renforts humains qui seraient sans doute importants pour les personnes âgées, et pour les équipes d'ailleurs, ce seraient les familles -sous réserve de mesures de protection ad hoc bien sûr", a

souligné **Didier Sapy**. "On a cru comprendre qu'Edouard Philippe travaillait sur la stratégie de déconfinement secteur par secteur... Nous entendre à ce sujet était donc important", a-t-il aussi relevé.

"Nous avons expliqué que nous travaillons en interne sur un protocole d'accueil des familles -évidemment les résidents restent confinés et les établissements fermés. Mais certains adhérents commencent [aussi] à réfléchir à des 'vestibules de visite', des 'salles de rencontre', ouvertes de l'extérieur", a souligné Florence Arnaiz-Maumé.

Nous demandons "des directives nationales claires, permettant des visites sécurisées", a abondé Annabelle Vêques, la Fnadepa évoquant "des rencontres avec les familles à travers une vitre, un jardin ou à partir de balcon". Ces directives seraient "essentiels pour sécuriser nos directeurs", ajoute-t-elle, évoquant le cas de directeurs déjà engagés dans cette voie. "Mais tous n'osent pas, par peur que le Covid-19 entre dans leur établissement... et par crainte que leur responsabilité ne soit engagée."

Annabelle Vêques a ajouté avoir demandé "que soient pérennisés les dispositifs de crise qui fonctionnent", évoquant à ce propos "les astreintes gériatriques dans les Samu, ou l'intervention renforcée des équipes mobiles d'hygiène ou de soins palliatifs".

### Quid de la responsabilité des employeurs?

Autre sujet douloureux, le décret du 6 avril sur les décès qui impose la mise dans une housse 30 minutes après le décès et la [mise en bière immédiate](#). "C'est très violent, je l'ai dit au premier ministre", a souligné Antoine Perrin. "Il a dit qu'il était très sensible à cette question, que c'est lui-même qui avait signé ce décret, qu'il pensait que c'était indispensable en l'état, mais que dès que ce serait possible, il lèverait la mesure."

La sécurité des salariés et la responsabilité des employeurs a également été abordée, notamment par l'ADMR. "C'est un vrai sujet", une association d'aide à domicile ayant été récemment condamnée pour manque d'équipements de protection, a rappelé Thierry d'Aboville.

"On a demandé que des consignes soient passées aux directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Dirrecte), aux inspections du travail. Evidemment, on a le souci permanent de la sécurité de nos salariés, mais on a parfois des positions de Dirrecte qui vont plus loin que les recommandations faites par le ministère de la santé, en demandant de porter, par exemple, des masques FFP2...", a-t-il relevé.

Face à ces éventuelles "injonctions contradictoires" de la part des différents services de l'Etat, responsables d'établissements et de services à domicile ont réellement besoin que les directives soient "clarifiées", a insisté **Didier Sapy**.

Eric Fregona, directeur adjoint de l'Association des directeurs au service des personnes âgées (AD-PA), a rapporté par ailleurs qu'Olivier Véran avait annoncé qu'"un million de masques chirurgicaux avaient été déstockés cette semaine pour le secteur de l'aide à domicile", et que "300.000 masques par semaine seraient attribués au secteur [de l'aide à domicile] dès la semaine prochaine".

**Emmanuelle Debelleix et Valérie Lespez**

vl-ed/vl-rm/ab

La Rédaction